OFFICIEL.

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

Session régulière de 1882.

Baton Rouge.

No 84] LOI

Concédant droit de passage sur toute terre, propriété de l'Etat de la Louisiane, à toute personne, compagnie ou corporation qui voudrait construire ou prolonger un chemin de fer en cet Etat.

Section 1—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que toute personne, compagnie ou corporation désirant construire ou prolonger un chemin de fer en cet Etat, aura le droit de passage, n'excédant pas une largeur de deux cents pieds, sur toutes terres, propriétés de l'Etat, au travers desquelles passera ledit chemin de fer ou canaux de ses embranchements, *taps*, ou prolongements, ayant pour objet de construire, d'entretenir et de tenir en activité tout chemin de fer ou tout *tap*, ou tout embranchement ou prolongement de celui-ci, qui sera ultérieurement construit en cet Etat.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON.
Président par intérim du Sénat.
Approuvé ce 5 juillet 1882.
S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 85] LOI

Etendant les pouvoirs et les devoirs du Bureau de Santé de la Ville de la Nouvelle-Orléans; requérant l'inspection de toutes les bâtisses, de tous les terrains situés dans les limites de la ville, enjoignant la propreté et une quantité d'eau suffisante en tous lieux; décrétant des amendes et des pénalités pour violation des dispositions de cet acte; pourvoyant à sa mise en vigueur et à la remise au Bureau de Santé des sommes perçues comme amendes.

Avis prescrit et loi ayant été donné, on ne l'exige l'article garantie-huit de la Constitution de l'Etat de la Louisiane, de l'intention de demander la passation de cet acte.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la passation et de la promulgation de cet acte il sera, en vertu de la présente, du devoir du Bureau de Santé de la ville de la Nouvelle-Orléans de faire ou faire faire une inspection à fond, complète, de toutes les bâtisses, de tous terrains dans les limites de la ville de la Nouvelle-Orléans, occupés ou servant de logements, de pensions, d'habitations, de maisons à louer, d'hôtels, de résidences privées, et des dites bâtisses, de tous terrains et les lots, corridors, cours et clôtures qui s'y trouvent, sont tenus proprement et sont exempts de saletés, d'ordures, de matières putrides et fermentables, de substances nuisibles, de matières tendant à infecter, à altérer la santé des occupants ou de leurs voisins; et aussi de constater et de déterminer si ces dites localités ont ou possèdent un approvisionnement d'eau suffisant et proportionné, ou des moyens d'approvisionnement d'eau nécessaires à la santé et à la propreté, ainsi qu'il y est pourvu dans cet acte; et dans ce but tout membre du Bureau de Santé, ou toute personne ou toutes personnes par lui désignées ou autorisées auront le droit de visiter et d'inspecter les dites localités de 9 heures du matin à 4 heures du soir, à tel jour et aussi fréquemment que le Bureau de Santé le jugera utile pour l'accomplissement et la mise en vigueur des dispositions de cet acte.

Sec. 2—Il est de plus décrété, etc. Qu'il sera et qu'il est, par la présente, du devoir du propriétaire d'aucun de ces terrains, d'aucune de ces bâtisses, situés dans les limites de la ville de la Nouvelle-Orléans, décrits ou dont il est question à la première section de cet acte, de pourvoir et de munir tous ces dits terrains et bâtisses d'un approvisionnement d'eau suffisant, ou par le moyen d'hydrants convenables reliés aux tuyaux portant l'eau au public, ou tuyau des waterworks de la dite ville, ou par le moyen de citernes d'une capacité, au minimum, de deux cents gallons d'eau par chaque chambre habitée des bâtisses des dits lieux, en excluant de cette estimation toute pièce en dehors de la bâtisse ou des bâtisses principales du local, à moins que la dite pièce, située sur ne soit ou sur un corps de logis détaché, une soit occupée comme chambre à coucher, ou par des locataires, ou aussi s'il se trouve une écurie ou un endroit pour établir des animaux, et qui soit affecté actuellement à cet usage.

Sec. 3 Il est de plus décrété, etc, Que dans tous les cas où le propriétaire ou les propriétaires des terrains et locaux mentionnés en cet acte ne résideront pas à la Nouvelle-Orléans; dans les cas où ces propriétés appartiendront à une association ou une corporation, il sera du devoir de l'agent ou des représentants des propriétaires, ou des personnes chargées par le propriétaire d'y veiller, ou de celles qui en percevront le loyer, si elles sont à bail, de munir les dites localités d'un approvisionnement d'eau suffisant, par le moyen d'hydrants ou de citernes, aux frais du propriétaire ou des propriétaires réels, et cela dès que, conformément à cet acte, il leur aura été donné notice de l'insuffisance d'eau; et au cas où la personne ou le représentant du propriétaire faillirait à cette obligation, et négligerait de fournir le dit approvisionnement aux dites localités, après du commandement, ainsi qu'y pourvoit cet acte, la dite personne sera passible de toutes les amendes et pénalités prescrites en cet acte.

Sec. 4. Il est de plus décrété, etc, Que quand le Bureau de Santé, se basant sur l'inspection prescrite par cet acte, sera convaincu qu'une bâtisse ou local quelconque n'a pas reçu du propriétaire ou des propriétaires la provision d'eau suffisante requise par cet acte, et qu'aucune bâtisse ou local est insuffisamment pourvu sous ce rapport, le Bureau de Santé donnera avis de cette insuffisance d'eau au dit ou aux dits endroits ou propriétaire du celui-ci ou de ceux-ci, ou à son agent ou représentant, ou à l'occupant; et dans ce cas il sera une personne commettra, sera, en conviction, condamnée à une amende de cinquante piastres au moins, de cinq cents piastres au plus; pourvu que les compagnies de chemins incorporées, puissent avec le consentement des jurys de police des paroisses ou la navigation se termine, et le consentement des jurys de police des paroisses voisines y intéressées, jeter un pont, sans pont-levis, sur telles eaux situées à une distance de dix milles de la limite de la navigation à basses eaux, sans les cours d'eau où la navigation est possible seulement à l'époque des hautes eaux.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par intérim du Sénat.
Approuvé ce 5 juillet 1882 °
S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No. 86] RÉSOLUTION CONJOINTE.

Attendu que, Par acte notarié devant G. Legardeur, notaire public, G. Pascal et Cie, ont fait don aux Etats-Unis d'un certain lot de terre situé en la paroisse Sainte-Marie, Louisiane, s'étendant du Bayou Tache au Grand Lac, et ayant une largeur de cinq cents pieds, situé sur la ligne supérieure du lot de terre en face de Charenton, connu sous la nom de Lot Mossy, donation ayant pour objet la construction de l'amélioration connue sous la dénomination de "Canal de Charenton," et pour laquelle le Congrès a voté une allocation de fonds; et attendu que, en pareil cas, les Etats-Unis requièrent que l'Etat ou lieu l'amélioration par le gouvernement, cède à celui-ci sa juridiction sur pareille propriété, et attendu que l'annonce et la notice prescrite de cet acte ont eu lieu conformément à l'article 48 de la Constitution; en conséquence, Il est résolu, Par le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, Que l'Etat de la Louisiane cède et transfère par la présente aux Etats-Unis sa juridiction sur le canal dont la construction est ainsi projetée.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par intérim du Sénat.
Approuvé ce 5 juillet 1882.
S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 87] LOI

Pour amender la section 924 des Statuts Revisées de 1870.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la section 924 des Statuts Révisés de 1870 est amendée et décrétée à nouveau comme suit: Toute personne qui jettera, ou fera jeter ou transporter dans aucun cours d'eau navigable, baie ou lac, en cet Etat, de la bagasse de moulins de sucrerie, du test de navires, du bois coulant bas, ou toute autre substance de nature à faire obstruction à la libre navigation; toute personne qui abattra ou jettera un arbre ou partie d'arbre dans une rivière, baie ou lac navigables quelconques, situés en cet Etat; ou qui d'une façon quelconque commettra ou fera commettre aucun acte avec l'intention criminelle d'obstruer la navigation ou de la rendre plus difficile et dangereuse, sera, sur conviction, condamnée à une amende de cinquante piastres au moins, de cinq cents piastres au plus; pourvu que les compagnies de railroad et autres compagnies de chemins incorporées, puissent, avec le consentement des jurys de police des paroisses où la navigation se termine, et le consentement des jurys de police des paroisses voisines y intéressées, jeter un pont, sans pont-levis, sur telles eaux situées à une distance de dix milles de la limite de la navigation à basses eaux, sans les cours d'eau où la navigation est possible seulement à l'époque des hautes eaux.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par intérim du Sénat.
Approuvé ce 5 juillet 1882.
S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 88] LOI

Requérant les Banques instituées par chartes, sous l'autorité de l'Etat de la Louisiane, de publier des relevés trimestriels assermentés de leur situation.

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Qu'à l'avenir toutes les banques instituées ou non par chartes, sous l'autorité de l'Etat, et que toutes banques privées, toutes personnes agissant comme banquier ou avec un caractère fiduciaire recevant des dépôts, achetant ou vendant du change etc, seront requises seulement de faire des relevés trimestriels assermentés de leur situation, et de les publier dans un ou plusieurs journaux quotidiens de la ville de la Nouvelle-Orléans. Et toutes les banques qui sont ou pourraient être subséquemment organisées dans aucune ville ou cité incorporée de l'Etat, devront publier un relevé, comme il est prescrit ci-dessus, dans un journal quotidien quelconque publié en la ville ou cité où fonctionne la banque, et, à défaut d'un journal quotidien, dans un journal hebdomadaire.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., Que toutes les lois relatives au sujet dont traite cet acte sont par la présente abrogées.

R. N. OGDEN,
Speaker de la Chambre des Représentants.
GEO. L. WALTON,
Président par intérim du Sénat.
Approuvé, ce 5 juillet 1882
S. D. McENERY,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme:
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

No 89] LOI

Pour créer le vingt-septième District Judiciaire de l'Etat de la Louisiane, et pourvoir à son organisation et à l'élection de son Juge de District et de son Avocat de District, à l'élection générale de l'année 1884.

Attendu que l'avis requis par l'article 48 de la Constitution a été publié ainsi qu'il y est ordonné, à savoir:

AVIS DE LOIS SPÉCIALES ET LOCALES.

Premièrement—Avis est par le présent donné qu'un bill, devant prendre effet en 1884, sera présenté à l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, lors de la session régulière de 1882, à l'effet de créer le vingt-septième District Judiciaire de l'Etat de la Louisiane, devant comprendre les paroisses de Richland et de West Carroll, et à l'effet de pourvoir à l'élection de son Juge de District et de son Avocat de District, à l'élection générale de 1884.

Secondement—Avis est aussi donné par le présent qu'à la même session un bill sera présenté à l'effet de pourvoir aux fonctions d'un Juge de District additionnel dans le Cinquième District Judiciaire, avec juridiction exclusive dans toutes les affaires criminelles, lequel devra avoir force de loi à partir de sa promulgation. *Constitution*, article 110.

L'objet principal *des dits* bills est de pourvoir aux moyens de disposer *des affaires* judiciaires présentes et futures dans les paroisses de Ouachita et de Richland. Au cas de la passation du premier bill, le second bill sera limité à la période écoulée entre sa promulgation et la mise en opération du premier. Au cas où le premier bill échouerait, le second deviendrait permanent.

Signé W. W. FARMER.

Lequel avis a été publié pendant plus de trente jours avant la présentation de cet acte à l'Assemblée Générale, et dans la forme même prescrite par la loi pour l'annonce des ventes judiciaires, à savoir: Dans le *Monroe Bulletin*, journal hebdomadaire, publié à Monroe en la paroisse Ouachita; dans le *Morehouse Clarion*, journal hebdomadaire, publié à Bastrop, en la paroisse Morehouse; dans le *Richland Beacon*, journal hebdomadaire, publié à Rayville, en la paroisse Richland, et dans le *West Carroll Watchman*, journal hebdomadaire, publié à Floyd, en la paroisse de West Carroll. Les preuves de la dite publication de cet avis ayant été produites devant l'Assemblée Générale, antérieurement à la passation du présent acte; en conséquence,

Section 1.—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, Que la paroisse de Richland, formant un district judiciaire, soit et est par le présent acte, séparée et distraite du vingt-septième District Judiciaire de l'Etat de la Louisiane, et que la paroisse de West Carroll soit et est par le présent acte, séparée et distraite du vingt-septième District Judiciaire de l'Etat de la Louisiane, et que les dites paroisses de Richland et de West Carroll soient et elles sont par le présent acte, constituées en un district judiciaire distinct et séparé, qui sera connu et désigné comme le